

Selon Me Virginie Araujo, les injections anticovid ont violé la dignité humaine



[Source : RL]

Par Jacques CHASSAING

Rappelons que cette avocate, qui s'est opposée d'emblée à la tragédie de la gestion du coronavirus-Covid en France, a payé un lourd tribut à l'oligopole : arrestation matinale devant ses enfants suivie d'une garde à vue humiliante et puante de 60 heures.



L'interrogatoire :

- a. Êtes-vous patriote ?
- b. Qu'est-ce que le terme complotiste ?
- c. Que pensez-vous de la religion musulmane ?
- d. Que pensez-vous de la religion juive ?
- e. Que pensez-vous des antennes 5G ?
- f. Que pensez-vous de la pédophilie ?
- g. Que pensez-vous de la franc-maçonnerie ?
- h. Pensez-vous que des ministres soient reliés aux réseaux pédophiles ?
- i. Que pensez-vous d'Emmanuel Macron ?
- j. Quelles sont les mesures qui vous amènent à dire qu'il s'agit de crimes contre l'humanité ?
- k. Qu'est-ce que le nouvel ordre mondial ?

Heureusement, Virginie a pour mari Sébastien¹, un homme qui force l'admiration, à l'instar d'un certain Christophe Dettinger qui a pris la défense et la protection d'une femme jetée à terre et frappée par des forces de l'ordre.

Là s'arrête la comparaison, car Maître Virginie de Araujo-Recchia et son époux connaissent les rouages du droit.

À Lisbonne, récemment, lors d'une rencontre internationale, organisée par Ariane Bilheran et Vincent Pavan² (Réinfo Liberté), elle a apporté une importante contribution sur le plus grand scandale en cours de la gestion manipulée du coronavirus-Covid.

En tant qu'avocate en France, elle a fait le point juridique des actions engagées pour le compte de particuliers et d'associations.

Actions aussi en tant qu'avocate internationale auprès de la Cour Pénale de l'opinion publique Le Grand Jury.

Extraits des points d'argumentation développés par l'avocate :

- c'est un coup d'État mondial de l'oligopole d'organisations supranationales pour installer le contrôle social dans chaque nation ;
- manipulation mentale de la population par diverses mesures non démocratiques ;
- atteintes aux libertés publiques et droits fondamentaux inaliénables ;
- actions contraires aux principes de la médecine ;
- port des masques inutiles ;
- confinements forcés ayant entraîné des suicides et des états dépressifs ;
- des tests non fiables ;
- obligation et incitation à des produits expérimentaux (substances géniques appelées vaccins) portant atteinte à la vie des citoyens ;
- décès, souffrances dues aux nombreux effets indésirables menant à des handicaps ;
- autres traitements à preuve scientifique d'efficacité ont été écartés et décrédibilisés par une collusion entre gouvernements, groupes pharmaceutiques et médias ;
- les premiers décès suite aux injections de substances géniques Covid-19 auraient dû entraîner la cessation immédiate de l'expérimentation à grande échelle.

Me Virginie Araujo-Recchia se livre alors à la démonstration de la négation des lois non écrites de la nature humaine et de l'inversion de la hiérarchie des normes juridiques.

Elle développe le principe du respect de la dignité humaine qui exige de sauvegarder la personne humaine contre toute forme d'asservissement ou de dégradation. La personne doit rester maître de son corps et d'elle-même.

« par conséquent, toute violence, toute discrimination à l'encontre de personnes qui refusent de se faire injecter une substance expérimentale, surtout lorsque le produit pharmaceutique en question est inefficace et nocif, voire mortel, viole tous les principes rattachés au respect de la

dignité humaine.

Le principe de la résistance à l'oppression appartient aux lois non écrites de la nature humaine et préexiste logiquement à l'État et à sa norme fondamentale et suprême... il est du devoir de chaque individu de résister à l'oppression »

Et de rappeler Cicéron et Antigone, de Sophocle.

L'avocate énumère ensuite les très concrètes actions et leurs fondements juridiques à l'encontre de tous ceux qui ont organisé et orchestré la peur et la répression autour du Covid. Les juridictions judiciaires et administratives sont visées, jusqu'au Conseil constitutionnel. Un feu d'artifice de responsabilités attribuées !

Virginie de A-R poursuit :

« la sénatrice Éliane Assassi évoque un manque de transparence évident ».

Le logo du ministère des Solidarités et de la Santé était le même que celui de McKinsey pour les besoins de la gestion orientée du Covid.

En fait, ce sont des copiés-collés qui ont été adaptés à chaque pays.

« D'après nos informations, des dizaines de consultants de McKinsey étaient à l'Agence de Santé publique. McKinsey y est couramment appelé La Firme. »

McKinsey est tentaculaire et relié aux laboratoires pharmaceutiques et certaines fondations lucratives :

« ce qui expliquerait pourquoi certains États occidentaux ont adopté les mêmes mesures liberticides et criminelles. Un article, paru dans Vox, explique comment McKinsey s'est introduit dans le monde de la Santé publique mondiale ».

Il est aussi question de United, de la Fondation Gates.

« Le défi est d'essayer de suivre l'argent et de comprendre les relations entre les bailleurs de fonds comme Gates, les sociétés de conseil et l'OMS. »

Au total, 43 minutes d'arguments indispensables à connaître pour le combat contre le totalitarisme qui se verrouille en France :

(1)

(2)

« Il faut manipuler 2 émotions pour obtenir une soumission psychique »